

Unité bi-départementale de la Charente-Maritime
et des Deux-Sèvres
ZI de Saint-Liguaire
4 rue Alfred Nobel
79000 NIORT

Niort, le 17 décembre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

IFF

2 avenue Cail
79500 Melle

Références : 0007206418/2025/394
Code AIOT : 0007206418

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/11/2025 dans l'établissement IFF implanté 2 Avenue Cail 79500 Melle. L'inspection a été annoncée le 22/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- IFF
- 2 Avenue Cail 79500 Melle
- Code AIOT : 0007206418
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société IFF (DANISCO France) située à Melle est spécialisée dans la fabrication de produits biochimiques (polymères), à usage alimentaire ou technique, obtenus par fermentation industrielle. La société fabrique notamment la gomme de xanthane (polymère de sucre), qui est un texturant utilisé dans l'industrie alimentaire ou pharmaceutique et dans l'industrie cosmétique.

Le site relève du régime de l'autorisation et est classé établissement Seveso Seuil Bas.

Considérant la nécessité de mise en œuvre d'actions sur les activités fortement émettrices de poussières et sur les émetteurs des précurseurs de particules secondaires (donc les émetteurs de dioxyde de soufre SO₂, oxydes d'azote NO_x et composés organiques volatils COV) et le fait que l'établissement IFF de Melle fait partie des émetteurs importants de COV en Nouvelle-Aquitaine, le préfet des Deux-Sèvres a imposé par arrêté préfectoral complémentaire n° 6298 du 30 juin 2021 à l'établissement de mettre en œuvre des mesures en cas de déclenchement des procédures préfectorales lors d'un épisode de l'air ambiant.

L'inspection n'a porté que sur l'application de cet arrêté complémentaire de 2021 visant les actions à mettre en œuvre lors des épisodes de pollution de l'air ambiant.

Thèmes de l'inspection :

- Pic de pollution

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Modalités d'information	AP Complémentaire du 30/06/2021, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
4	Information et recommandations	AP Complémentaire du 30/06/2021, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
5	Alerte	AP Complémentaire du 30/06/2021, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
6	Application	AP Complémentaire du 30/06/2021, article 4 et 5	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan d'action	AP Complémentaire du 30/06/2021, article 3	Sans objet
2	Déclenchement des actions	AP Complémentaire du 30/06/2021, article 3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a mis en évidence la mise en place d'une procédure listant les actions à mettre en œuvre lors de déclenchement de procédures préfectorales en cas d'épisode de pollution de l'air ambiant. Cette procédure, intégrée dans le dossier de crise interne du site répond aux exigences de

l'arrêté préfectoral complémentaire du 30 juin 2021. Les actions prévues lors des déclenchements de procédure préfectorale doivent cependant être complétées, notamment en cas de dépassement des seuils d'alerte.

Par ailleurs, l'inspection note un défaut de mise en œuvre de mesures appropriées lors des pics de pollution de 2023. L'inspection a fortement sensibilisé l'exploitant à l'importance de la mise en œuvre des mesures, au même titre que les autres acteurs mobilisés lors de ces événements (agriculteurs, collectivités, particuliers).

Il importe donc que l'exploitant déroule les actions prévues dans sa procédure interne de façon à contribuer à son niveau à une amélioration de la qualité de l'air lors des épisodes de pollution, pour qu'ils durent le moins longtemps possible.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan d'action

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/06/2021, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution de l'air ambiant
Prescription contrôlée : L'exploitant définit, dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté, un plan d'action relatif au fonctionnement de son établissement lors d'épisodes de pollution de l'air ambiant. Ce plan d'action est établi en intégrant et en adaptant les mesures des articles 4 et 5 du présent arrêté. Il est tenu à la disposition de l'inspection.
Constats : L'exploitant a présenté la procédure applicable lors d'un déclenchement de mesures préfectorales en cas de pic de pollution. Cette procédure est intégrée dans son dossier de crise interne, dans sa version 14 mise à jour le 15/10/2025 (page 85/88). Ce document prévoit des actions de communication lors des déclenchements de procédures préfectorales, et la réunion d'un comité de direction exceptionnel qui permettra alors de définir les actions précises qui pourront être mises en œuvre, en cas de dépassement du seuil d'alerte. La procédure présentée renvoie alors vers des documents listant les différentes actions à mener.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Déclenchement des actions

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/06/2021, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution de l'air ambiant
Prescription contrôlée : Ce plan d'action devra être mis en place au plus tard le lendemain du déclenchement des procédures préfectorales lors des épisodes de pollution de l'air ambiant tels que définis à l'article 2 du présent arrêté.
Constats : La procédure présentée par l'exploitant précise que les mesures doivent être appliquées au plus tard le lendemain du déclenchement de la procédure d'information et recommandations ou du déclenchement de la procédure d'alerte. L'inspection a rappelé que les mesures préfectorales lors des pics de pollution de l'air ambiant sont mises en œuvre afin que les épisodes durent le moins longtemps possible : aussi, elle invite l'exploitant à mettre en œuvre sans délai toutes mesures ne nécessitant pas un important travail de fond, dès qu'il en a connaissance sans attendre la décision préfectorale associée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Modalités d'information

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/06/2021, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution de l'air ambiant
Prescription contrôlée : Ce plan d'action définit notamment les modalités mises en place par l'exploitant pour se tenir informé des évolutions de la qualité de l'air dans le département.
Constats : La procédure présentée par l'exploitant ne précise pas les modalités retenues pour se tenir informé des évolutions de la qualité de l'air dans le département. Cependant, l'exploitant a confirmé être abonné au système d'alerte d'Atmo Nouvelle-Aquitaine : Atmo Nouvelle-Aquitaine est l'organisme agréé par le préfet de la région Nouvelle-Aquitaine pour assurer la surveillance de la qualité de l'air sur ce territoire et pour informer notamment les préfetures lorsqu'un épisode de pollution de l'air ambiant est constaté ou prévu. Atmo Nouvelle-Aquitaine alerte dès qu'un épisode de pic de pollution est caractérisé, sans attendre les décisions de déclenchement de procédure préfectorale.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'abonnement au système d'alerte d'Atmo Nouvelle-Aquitaine répond à l'exigence d'information exigée par la prescription. Cependant, l'exploitant devra rappeler ce point dans sa procédure interne afin notamment de

prévoir le remplacement des personnes désignées dès qu'elles changent de poste.
Par ailleurs, l'inspection recommande également de vérifier les épisodes de pollution de l'air ambiant en cours et des procédures préfectorales déclenchées en consultant les données disponibles sur ce site Internet : https://www.lcsqa.org/fr/vigilance-atmospherique
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Information et recommandations

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/06/2021, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution de l'air ambiant
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les mesures ci-après devront être appliquées au plus tard le lendemain du déclenchement de la procédure d'information et recommandation.</p> <ul style="list-style-type: none"> - une sensibilisation aux bonnes pratiques liées à l'écoconduite et invitation au covoiturage, mobilité douce, transports en commun et aux limitations de vitesse en période d'épisode doit être communiquée auprès de tous les employés ; - l'industriel définit les moyens pour informer (mails, téléphone, affichage sur site...) l'ensemble de ses salariés du déclenchement de procédures préfectorales en cas d'épisode de pollution de l'air ambiant et des mesures qu'ils doivent mettre en œuvre ; - la présence sur site des salariés pouvant exercer leurs fonctions à distances doit être limitée dans la mesure du possible ; - une sensibilisation des transporteurs à la présence du pic de pollution doit être réalisée, en prônant par exemple la mise à l'arrêt des véhicules, la limitation de vitesse, et toute mesure adaptée ; - une vérification des gestes de bonne conduite, pratique doit être effectuée de manière renforcée.
<p>Constats :</p> <p>La procédure intégrée au dossier de crise prévoit la diffusion du document EN2.14-4 et une information en réunion de production.</p> <p>Le document EN2.14-4 détaille les mesures à mettre en œuvre lors d'un déclenchement d'une procédure préfectorale d'information et de recommandations.</p> <p>Ces mesures comportent notamment la sensibilisation aux bonnes pratiques liées à l'écoconduite, la sensibilisation au covoiturage et aux mobilités douces, le rappel de la possibilité de recourir au télétravail pour les salariés qui en ont la possibilité.</p>

<p>L'information des salariés se fait par le biais de l'envoi d'un mail.</p> <p>Cependant, l'inspection a constaté que la procédure ne prévoit pas la sensibilisation des transporteurs. L'exploitant a indiqué la possibilité d'ajouter une information auprès des transporteurs qui se présentent sur son site.</p> <p>Enfin, concernant la vérification des gestes d'écoconduite, l'exploitant a rappelé que les véhicules sont interdits sur site - hormis les véhicules essentiels au fonctionnement du site - et que les règles de conduite sont applicables sur son site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant veillera à modifier sa procédure de façon à prévoir également une sensibilisation des transporteurs qui se présentent sur son site, afin de les informer au même titre que ses salariés.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 5 : Alerte

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/06/2021, article 5</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Pollution de l'air ambiant</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les mesures ci-après devront être appliquées au plus tard le lendemain du déclenchement de la procédure d'alerte. À noter que lorsqu'un dépassement du seuil d'information/recommandation est prévu le jour même, et cela pour une durée de deux jours consécutifs, la procédure évolue en procédure d'alerte même si ce seuil n'a pas été atteint.</p> <ul style="list-style-type: none"> - recaler les livraisons sur le planning de production revu ; - favoriser le regroupement de commandes si la durée de l'épisode de pollution est supérieur à 3 jours ; - reporter les actions de maintenance susceptibles de générer des émissions non contrôlées de COV, notamment l'ouverture de colonnes de distillation, nettoyage et curage de cuve... sous réserve que cela ne remette pas en cause le bon état des installations et leur sécurité ; - favoriser les productions sans solvant dans la mesure du possible ; - moduler le rythme de production (ralentissement puis arrêt progressif d'une ligne de production sur les deux) si l'épisode de pollution est supérieur à 3 jours ; - un contrôle renforcé de la conduite des installations de combustion (rubrique 2910) est mis en place afin de s'assurer d'un fonctionnement dans les conditions optimales visant à limiter la production de COV ;

<p>- un contrôle renforcé et une optimisation du fonctionnement de tout système de traitement, de filtration des COV sont mis en œuvre. S'il est constaté un dysfonctionnement de ces systèmes, une réparation est mise en œuvre immédiatement. Si dans un délai maximum de 4 heures, le dysfonctionnement est toujours constaté, une réduction ou un arrêt de la production sont engagés.</p>
<p>Constats :</p> <p>La procédure intégrée au dossier de crise prévoit la diffusion du document EN2.14-5, une information en réunion de production et la réunion d'un comité de direction (CODIR) exceptionnel.</p> <p>Le document EN2.14-4 détaille les mesures à mettre en œuvre lors d'un déclenchement d'une procédure préfectorale d'alerte.</p> <p>Les mesures suivantes doivent alors être décidées à l'issue de la réunion du CODIR exceptionnel :</p> <ul style="list-style-type: none"> • reprogrammation possible des livraisons par rapport à un planning de production revu, • report des actions qui pourraient provoquer des émissions non contrôlées de COV, • limitation de l'utilisation de solvants, • modulation du rythme de production (ralentissement puis arrêt progressif d'une ligne de production sur les deux) si l'épisode de pollution est supérieur à 3 jours. <p>Concernant les installations de combustion, l'exploitant a rappelé qu'elles sont exploitées par DALKIA et propose d'ajouter un point dans sa procédure de façon à informer DALKIA du pic de pollution niveau alerte pour lui demander un contrôle renforcé.</p> <p>De la même façon, l'exploitant n'a pas formalisé dans sa procédure le contrôle renforcé de ces équipements de traitement : un ajout sera fait.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant veillera à ajouter dans sa procédure interne l'information et la sensibilisation auprès de l'exploitant des installations de combustion du site et le contrôle renforcé de ses équipements de traitement de l'air, lors des épisodes d'alerte.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 6 : Application

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/06/2021, article 4 et 5
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution de l'air ambiant
Prescription contrôlée : Mise en œuvre des actions prévues dans le cadre des événements suivants : Épisodes de pollution dans le département des Deux-Sèvres en 2023 : - 03/03/2023 et 04/03/2023 (procédure d'alerte / PM10 / zonal / alors que finalement dépassement du seuil information et recommandations uniquement le 03/03/2023 / PM10) - 05 et 06/09/2023 (deux dépassements du seuil information et recommandations / PM10 / non prévus) Épisodes de pollution dans le département des Deux-Sèvres en 2022 : - 29/03/2022 (dépassement du seuil information et recommandations / PM10)
Constats : Les Deux-Sèvres n'ont pas subi de pics de pollution de l'air ambiant en 2024, mais l'inspection a sensibilisé l'exploitant sur le fait qu'une année sans pic de pollution ne peut annoncer l'absence de pic de pollution pour les années suivantes (très dépendant des conditions météorologiques notamment). L'inspection a demandé à vérifier que les mesures prévues dans la procédure pour les pics de 2023 ont été mises en œuvre. L'exploitant n'a pas été en mesure d'apporter les justifications.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection a fortement sensibilisé l'exploitant à l'importance de la participation des industriels à la réduction des émissions de polluants atmosphériques lors des épisodes de pollution, au même titre que les autres acteurs (agriculteurs, collectivités, particuliers). Il est demandé à l'exploitant d'être particulièrement vigilant quant à la mise en œuvre de cette procédure et d'assurer une traçabilité des actions lors des pics de pollution. Il est demandé à l'exploitant d'informer l'inspection des installations classées de la bonne réalisation des mesures prévues dans la procédure lors du prochain pic de pollution.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois